



## Déclaration Liminaire CTL du 15 Octobre 2021

Aujourd'hui 15 Octobre se tient un CTL consacré presque exclusivement au NRP.

Nous tenions à rappeler dans cette instance que la CGT Finances Publiques de la Gironde est un syndicat, pas un « partenaire ». Son rôle, et celui de ses représentants, est bien d'assurer la défense collective et individuelle des intérêts des agents des finances publiques du département et non d'accompagner la Direction dans son projet de destruction du réseau.

Mais au-delà de ce rôle premier, la CGT Finances Publiques porte des valeurs et un projet de société dans lequel les services publics sont indispensables. Ils sont la richesse de celles et ceux qui n'en ont pas, assurent la présence de la République partout sur le territoire, réduisent les inégalités, et ont vocation à rendre notre société plus juste et équitable.

La CGT Finances Publiques revendique le maintien du modèle social Français qui repose sur la qualité de son service public et qui a permis de faire face pendant la crise sanitaire.

Toutes ces valeurs revendiquées par la CGT que le NRP met à mal...

Depuis de nombreuses années les instances à la DGFIP ne proposent plus de réels échanges constructifs avec les organisations syndicales qui servent simplement à donner un avis sur des mesures de recul des services publics, ou encore sur des mesures de régression des droits et garanties des agents.

Avec la disparition des CAP, notre rôle a été réduit à l'annonce des mauvaises nouvelles aux agents, tels des oiseaux de mauvaise augure : fermetures de services, suppressions de postes, transferts de missions ...

**La CGT Finances Publiques est un syndicat représentatif de la DGFIP, et les agents, qui lui donnent mandat, rejettent toujours massivement toutes les contre-réformes de ces dernières années, et en tout premier lieu le NRP, la loi de transformation de la fonction publique et le foncier innovant.**

Les agents ne sont toujours ni écoutés ni entendus alors même qu'ils rendent le service public au quotidien car ce sont bien eux qui sont face aux usagers et à leurs besoins.

Reconnus comme les réels acteurs du service rendu au nom de l'État, ils subissent depuis plus de 10 ans des milliers de suppressions d'emplois (le projet de loi de finances pour 2022 entérine 1485 nouvelles suppressions d'emplois), des milliers de postes vacants, des réformes d'ampleur de leurs missions, structures et lieux de travail, le gel du point d'indice et de leur rémunération, la casse de leurs droits et garanties et de leur droit à défense, le dénigrement public des fonctionnaires

considérés comme un coût pour la société et réputés non travailleurs, etc... Pourtant, ils sont présents et montrent une conscience professionnelle constante y compris lors de la prise en charge de missions supplémentaires très lourdes en temps de crise sanitaire.

D'ailleurs, même Mr Le Maire reconnaît l'implication et les compétences des agents de la DGFIP, dans la vidéo de propagande mise en ligne sur Ulysse. Et puis, en guise de remerciement il en profite pour enfoncer le clou des réformes du NRP et de la démétropolisation.

Si la déconcentration des services remplit notre Ministre de joie, il n'en est pas de même pour les agents qui la subissent !!! Le NRP et la démétropolisation ne génèrent que stress, inquiétude et incertitude pour leur avenir sans garantie d'un meilleur service rendu à l'utilisateur

Localement vous avancez dans vos projets destructeurs des services Girondins sans tenir compte de tout ce qui a pu être avancé par les Organisations Syndicales. Comme nous le craignons et vous l'avions déjà fait remarqué, nous avons pu constater que la création et l'organisation des SGC avec leurs antennes est un échec et met les agents en grandes difficultés, mais vous persévérez ...

Alors arrêtez de parler de dialogue social dans les documents du NRP, personne n'est dupe mis à part peut être la Direction Générale, du dialogue il n'y en a plus depuis que vous êtes à la tête de la DRFIP 33...seulement un monologue dans des instances que vous tenez parce que la Direction Générale vous l'impose...

Cela se ressent jusque dans l'ordre du jour du CTL.

Une fois de plus, certains points pourtant d'actualité tels que les travaux d'ampleur qui doivent avoir lieu dès 2022 sur plusieurs sites Girondins ne sont pas à l'ordre du jour et les informations ne sont portés à la connaissance des Organisations syndicales qu'après la bataille...

Voilà une nouvelle fois la belle image du dialogue social que vous portez....

Au plan local, nous continuons à demander :

- que les organisations syndicales soient informées de tous les projets de redéploiements d'emplois et de toutes modifications impactant les services et les missions **en amont** des éventuelles rencontres des représentants de l'administration avec les personnels concernés,
- que les organisations syndicales soient destinataires des plans des locaux restructurés en même temps que les chefs de services concernés et non quelques jours avant la tenue des instances.
- que vous appliquiez le règlement intérieur du CTL

Pour la CGT Finances Publiques 33 il est temps que vous respectiez les agents de ce département, leurs représentants et que vous entendiez enfin leurs revendications dans tous les domaines : proximité du service public, exercice des missions, droits et garanties, indemnitaires...

La CGT Finances Publiques 33 revendique toujours l'abandon du Nouveau Réseau de Proximité, de la Démétropolisation, le maintien des structures DGFIP de pleine compétence et l'arrêt des suppressions d'emplois pour qu'enfin la Direction Générale se donne les moyens de ses ambitions : un accueil de qualité et une présence sur tout le territoire !!!